

DIMANCHE 2 JANVIER 2014

- = Alerte Rouge du Dimanche 2 Février 2014: Re-nouvelle alerte sur les marchés émergents p.1
- = « Spécial crise en Argentine, avec 100 pesos t'as plus rien ! » p.3
- = Pays émergents : "Le feu orange clignote" p.11
- = Grèce : LE FIL DU RASOIR p.13
- = Edward Snowden : VERS UN ASILE AU BRÉSIL ? p.14
- = La baisse est-elle partie pour durer ? p.15



Alerte Rouge du Dimanche 2 Février 2014:

Re-nouvelle alerte sur les marchés émergents

By The Wolf on 02/02/2014 • Par Bruno Bertez

Après une semaine d'accalmie, c'est à nouveau la déroute chez les émergents. En particulier, Inde, Afrique du Sud, Turquie. Le patron de la Banque Centrale Indienne a lancé un cri d'alarme qui est aussi un appel au secours; il demande que les autorités monétaires des pays développés tiennent compte de la situation critique des émergents dans leurs décisions. La Reserve Fédérale américaine a répondu en poursuivant sa politique de "tapering".

Raghuram Rajan, le nouveau gouverneur de la Banque de Réserve indienne (RBI) a ainsi estimé que "la coopération monétaire internationale ne fonctionne plus". Dans un entretien avec la chaîne 'Bloomberg TV India', cet ancien économiste en chef du FMI a ajouté que les pays émergents avaient contribué à tirer la croissance mondiale après la crise de 2008, et qu'ils ne devraient pas être ignorés maintenant que la Fed a décidé de retirer ses mesures de soutien aux marchés.

"Les pays industrialisés doivent jouer un rôle dans la restauration de cette coopération, et ils ne peuvent pas s'en laver les mains, et dire "nous ferons ce que nous devons faire et c'est à vous de vous ajuster", a-t-il martelé.

Les autorités américaines sont déterminées à poursuivre l'évolution vers la

réduction de la taille du bilan de leur Banque Centrale, elles semblent effrayées à la fois des masses en jeu- on arrive bientôt à 4,5 trillions- et du peu de résultat concret et réel. La tentative de créer de l'inflation et du crédit n'a guère été couronnée de succès, c'est le moins que l'on puisse dire. En revanche la fragilité financière et les risques de dislocation ont cru de façon exponentielle.

C'est en quelque sorte la fin d'une expérience, la fin d'une aventure audacieuse. Le gonflement du bilan des banques centrales n'a eu qu'une influence modeste sur la production de richesses réelles, mais elle a en revanche inflaté une bulle richesses fictives qui sera difficile à gérer.

Il n'y a pas que les inégalités sociales qui inquiètent, il y aussi l'allocation , l'usage aberrant qui a été fait des liquidités gratuites et assurées.

Les victimes actuelles, les émergents sont les premières à payer l'addition des erreurs de la Fed. Elles ont reçu des fonds spéculatifs considérables depuis le début de la crise et ces fonds fuient maintenant, de façon désordonnée. Les cercles vicieux s'enclenchent, sur les taux, les changes, les solvabilités..

Les masses en jeu sont considérables. Plus de 7 trillions de fonds sont entrés chez les émergents en 8 ans. Les bonds et obligations traités sur les marchés émergents ont atteint la masse incroyable de plus de 10 trillions selon JP Morgan. Et puis il y a les hedges funds, les trackers, et les dérivés. Tout cela est hors de proportion avec ce que les Banques Centrale locales peuvent stabiliser. Compte tenu des leverages , les contagions aux banques et marchés du "core" ne sont pas exclues.

La dette hongroise renchérit

Par ailleurs, la série de dépréciations qui touche les économies émergentes exerce également une pression sur des monnaies d'Europe de l'Est, tels le forint hongrois ou le zloty polonais. Ce dernier a perdu, depuis le début de cette année, 2,9% de sa valeur par rapport au franc, tandis que le premier s'est déprécié de quelque 6,37% sur la même période.

Par ailleurs, la moitié des prêts contractés par les ménages hongrois avant la crise sont toujours libellés en devises, principalement en francs suisses. Avec l'effondrement du forint

depuis 2008, la note pour les familles continue de flamber.

Les efforts du gouvernement pour diminuer le poids des remboursements n'y ont rien fait. Selon Bank of America Merrill Lynch, toutefois, Budapest devrait à présent cesser sa politique monétaire expansionniste, pour, dans un premier temps, intervenir davantage sur le marché des changes. La banque nationale hongroise devrait ensuite considérer une hausse de ses taux directeurs



« Spécial crise en Argentine, avec 100 pesos t'as plus rien ! »

Charles Sannat 31 janvier



Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Ceux qui s'intéressent un peu à l'économie se souviennent certainement de la crise argentine du début des années 2000 qui avait mené ce pays moderne à une faillite retentissante plongeant les Argentins dans une misère noire.

Le cas de l'Argentine est passionnant notamment parce que, encore une fois, l'Argentine est un pays moderne aux standards que nous qualifierions pour plus de simplicité « d'occidentaux ».

En Argentine, vous avez des transports en commun, de grandes métropoles,

une véritable industrie, vous avez, figurez-vous, même des hôpitaux, de l'électricité, Internet et le e-commerce qui, comme partout, est en pleine expansion. L'Argentine, c'est l'Espagne, la France ou l'Italie. C'est non seulement un beau et grand pays avec une population parfaitement éduquée, mais c'est en réalité, un pays qui fonctionne d'une façon très similaire à la nôtre, aux nôtres.

C'est précisément pour ces raisons qu'il est aussi passionnant d'étudier ce cas qui nous renseigne, hélas pour nos amis Argentins, d'une manière très précise sur ce qu'est une crise de solvabilité de l'État, sur ce qu'est une crise monétaire violente avec dévaluation massive. Étudier le cas argentin permet des extrapolations assez évidentes sur ce que pourrait être notre quotidien en cas de crise économique monétaire ou de solvabilité. Ce pays, véritable laboratoire de la crise économique, nous permet de cerner avec précision les conséquences concrètes et c'est bien ce qui en fait tout l'intérêt.

Comme certains le savent sans doute, la situation là-bas est redevenue en quelques jours très délicate même si cela date en réalité de 2001 puisque cette faillite argentine n'a en réalité toujours pas été véritablement digérée, disons simplement que depuis quelques semaines rien ne va plus en Argentine.

Alors aujourd'hui, je vous propose un petit voyage dans la presse de ce pays d'Amérique du sud, avec que des informations toutes fraîches du jour et évidemment les articles correspondant dont vous trouverez les liens ci-dessous comme vous en avez désormais l'habitude.

Avec 100 pesos t'as plus rien !

Il y a une bonne façon de cerner assez rapidement la situation économique d'un pays en particulier en cas de problèmes monétaires. Il suffit de prendre le plus gros billet en circulation, pour nous ce serait un billet de 500 euros, et de regarder le pouvoir d'achat conféré par la coupure la plus importante, mais cela fonctionnerait parfaitement pour nous, Français, également avec un billet de 50 euros, qui est la plus grosse coupure réellement utilisée, nous avons rarement des billets de 100 ou 200 ou même 500 euros, les banques françaises ne les mettant tout simplement pas ou presque pas en circulation.

Bref, en Argentine, le plus gros billet est celui de 100 pesos, et mon petit doigt me dit qu'hélas, il vont devoir certainement en imprimer un d'une valeur plus importante prochainement si les autorités monétaires n'arrivent

pas à reprendre le contrôle de la situation.

Je vous traduis ici quelques lignes de cet article de *La Republica*, grand quotidien argentin.

« Que pouvez-vous acheter avec 100 pesos aujourd'hui ?

Le billet de banque de la valeur la plus élevée en Argentine ne suffit même plus pour désormais acheter un CD.

La liste des produits « inaccessibles » s'étend et va des produits alimentaires aux billets de cinéma populaires sans oublier aussi quelques fromages et morceaux de viande.

Dans l'habillement, chaussettes et sous-vêtements les plus simples sont encore en dessous de cette valeur.

Les hausses de prix sont largement répandues, le billet de 100 pesos perd tous les jours du pouvoir d'achat et est de moins en moins efficace au moment d'acheter des biens et services.

Pour la crème glacée, le prix au kilo est désormais de plus de 130 pesos dans certaines chaînes. Cet article se poursuit en donnant toute une liste de produits dont le prix explose pour se terminer par une comparaison justement avec la valeur du plus gros billet européen, celui de 500 euros, en donnant la conversion en peso argentin à savoir 5 650 pesos au taux officiel et 8 850 pesos sur le marché parallèle... seul endroit où vous procurer les précieuses devises étrangères pour sauver ce qu'il reste de votre épargne !

Ire conséquence d'une crise monétaire, une inflation très forte qui fait augmenter très brutalement les prix, rendant inaccessible de nombreux produits pour la plus grande majorité des gens dans la mesure où les prix montent... pas les salaires ! Vous voyez avec cet article concrètement l'érosion rapide du pouvoir d'achat d'une monnaie purement papier, « fiduciaire ».

Les hôpitaux et cliniques signalent une « situation dramatique » après la dévaluation

C'est ce que nous apprend cet article de *La Capital*, qui revient sur les conséquences dramatiques en termes d'accès aux soins de cet effondrement du peso argentin.

En effet, les prix des fournitures « biomédicales » ont augmenté, en quelques jours seulement, de 45 % et les modalités de paiements ont également été durcies, les fournisseurs internationaux demandant à être payés immédiatement et en dollars (américains).

Les pénuries guettent et les responsables des services sanitaires sont très inquiets de la fonte rapide des stocks qui, sans remplacement immédiat, constitue un très grand danger.

2e conséquence d'une crise monétaire, le secteur médical dont les fournitures nécessaires font appel très majoritairement au marché international et à des fournisseurs partout à travers la planète se retrouve très rapidement à faire face à des pénuries de plus en plus importantes, puisque l'incertitude monétaire entraîne l'impossibilité de commercer avec l'étranger.

Les supermarchés préviennent que les fournisseurs vont augmenter les prix !

Pour les prix de l'alimentaire, la chambre des supermarchés vient d'avertir que les prix allaient très fortement augmenter avec une moyenne d'au moins 10 %, ce qui est inférieur à la dévaluation actuelle du peso dans la mesure où beaucoup de produits alimentaires sont produits localement et ne viennent pas de l'étranger. Dans certains cas (nombre non précisé), les augmentations de prix iront jusqu'à 30 %.

3e conséquence d'une crise monétaire, là encore, cet article de *Iprofesional* montre que l'ensemble des produits de la vie courante voient leurs prix exploser à la hausse, y compris même si c'est dans une moindre mesure pour les produits locaux. Avec la mondialisation et la globalisation, plus rien ou presque n'est aujourd'hui 100 % local. Même pour l'agriculteur qui va cultiver en Argentine, il lui faudra des semences Monsanto américaines, des engrais chimiques européens, du pétrole saoudien pour faire tourner ses tracteurs. Résultat, une baisse rapide de la valeur de la monnaie se transmet presque immédiatement à l'ensemble de l'économie. Une fois la perte de confiance établie, la spirale infernale est très difficile à stopper, et tout cela se termine en hyperinflation.

Les concessionnaires d'automobiles disent que le secteur est « paralysé »

Le chef de la Chambre de commerce automobile a averti que le secteur est

paralysé et a exprimé sa préoccupation sur l'incertitude de prix après la dévaluation du peso de 20 % confirmé par le gouvernement la semaine dernière . Le directeur a expliqué que les principaux problèmes sont l'incertitude de la valeur des voitures neuves et surtout... l'impossibilité d'établir des chiffres ou des prix !

Les prix des véhicules neufs sont donc en train d'augmenter entre 5 % et 20 % . Le journal rapporte que l'un des rares modèles qui peut être trouvé pour moins de 100 000 pesos est la Renault Clio Mio, qui est vendue dans sa version cinq portes Confort à 98 000 pesos.

4e conséquence d'une crise monétaire, l'arrêt rapide des activités industrielles et commerciales entraîne évidemment la faillite de très nombreuses entreprises, suivie par une montée rapide du taux de chômage et ses cohortes de misère et de pauvreté. Une crise monétaire c'est toujours, toujours catastrophique pour les vrais gens de la vraie vie, c'est-à-dire nous, dans la mesure où les peuples ont de tout temps été les variables d'ajustement de nos grands mamamouchis. Et vous allez le voir, ici comme ailleurs, sous nos latitudes comme les autres, ceux qui s'enrichissent sont hélas... toujours les mêmes !

Les banques sont les grandes gagnantes de la dévaluation

C'est un article tout chaud du jeudi 30 janvier 2014 du journal argentin *Contexto* qui nous explique que les grands gagnants de cette dévaluation sont en fait des gagnantes puisqu'il s'agit des banques qui ont pu parfaitement anticiper cette dévaluation de la devise argentine, comme en témoigne a priori l'évolution avant la dévaluation du marché des futurs, ce qui veut dire qu'il y aurait eu quelques fuites permettant aux banques de profiter de gains d'environ 30 %, alors fuite gouvernementale ou crise monétaire créée de toute pièce par les banques elles-mêmes, il est à ce stade encore très difficile de le dire avec certitude, mais je penche pour la deuxième solution à savoir qu'il s'agit d'une attaque orchestrée de la finance internationale contre le peso argentin mais pas uniquement, puisqu'actuellement aussi bien le réal brésilien que la livre turque ou encore le rouble russe subissent des attaques importantes sur leurs monnaies respectives sur fonds de réduction des injections de liquidités de la FED !

5e conséquence d'une crise monétaire, il ne faut jamais croire que les

banques n'ont pas intérêt aux crises, en réalité, les crises permettent aux banques et aux spéculateurs internationaux de rafler à très bas prix des actifs de grande qualité qui leur rapporteront beaucoup d'argent.

En fait, il faut toujours chercher à savoir quel est le moment le plus opportun pour créer une crise financière, en général pour ne pas dire toujours, ce sont les banques centrales – en particulier la FED, la Banque centrale américaine, qui je le rappelle est détenue par les banquiers privés de Wall Street – qui donnent le coup d'envoi des soldes sur les actifs soit en augmentant les taux d'intérêt, soit en réduisant comme c'est le cas aujourd'hui les injections de liquidités. On nous explique que cela est toujours fait dans l'intérêt économique de la nation, mais cela n'est pas aussi évident qu'il n'y paraît, notamment parce que les banques centrales créent également les bulles financières par des politiques très accommodantes. Il y aurait de multiples façons de rendre l'évolution économique beaucoup plus linéaire.

Il faut donc garder à l'esprit que les crises sont le moment où l'on peut acheter des actifs bradés. Pour pouvoir le faire, il faut pouvoir conserver son pouvoir d'achat monétaire. C'est la raison pour laquelle vous devez répartir votre risque monétaire en plusieurs devises et évidemment assurer le tout avec... des métaux précieux comme l'or et l'argent !

Restez à l'écoute.

États-Unis : la croissance économique conclut l'année 2013 d'un bon pas !

D'après une dépêche AFP, « l'expansion de l'économie des États-Unis semble repartie d'un bon pas fin 2013 malgré la paralysie budgétaire d'octobre, selon les chiffres publiés jeudi par le département du Commerce.

Le Produit intérieur brut (PIB) a progressé de 3,2 % en rythme annuel au quatrième trimestre, selon la première estimation trimestrielle du ministère. La prévision médiane des analystes tablait sur une croissance de 3 %.

Cela fait suite à une croissance plus forte (4,1 %) au troisième trimestre ».

À ce niveau de la dépêche, on pourrait se dire que tout est vraiment sensationnel dans l'économie américaine hélas, une ligne plus bas on apprend que cette croissance mirifique n'aura été que de 1,9 % sur l'année 2013 alors que chaque trimestre on nous annonce des taux de croissance mirifiques !

« En moyenne en 2013, la croissance s'est établie à 1,9 %, en baisse par rapport à celle de 2012 qui avait atteint 2,8 %. Lors des deux premiers trimestres de 2013, l'économie américaine avait en effet connu une croissance anémique. »

Charles SANNAT [Lire la dépêche AFP entière ici](#)

Pays émergents : « Le feu orange clignote »

C'est un article du *Point* qui revient sur la situation monétaire des pays émergents.

Après la décision de la FED, les monnaies des pays émergents ont continué de plonger, malgré la vigoureuse intervention de leurs banques centrales.

« Au printemps, les investisseurs s'étaient massivement désengagés des pays émergents où ils avaient investi pour obtenir des rendements plus élevés et absorber les excès de liquidités injectées par la FED. Ces reflux de capitaux désordonnés ont nourri une forte volatilité qui a fait chuter les monnaies brésilienne et indienne, puis sud-africaine et turque. Mise au banc des accusés, la FED n'en a toutefois fait aucune mention dans son communiqué mercredi. Ces turbulences « semblent avoir échappé à l'attention de la FED », a ironisé Chris Low, analyste chez Capital Market. Son collègue Omer Esiner, de Comfex, y voit surtout le signe que la Réserve fédérale ne craint pas de « contagion » sur l'économie des pays riches. »

À titre d'exemple, la Banque centrale turque a annoncé mardi soir, contre l'avis du gouvernement, une très forte augmentation de ses principaux taux directeurs (de 4,4 à 10 % pour son taux hebdomadaire) pour retenir les capitaux étrangers et freiner la chute continue de la livre face au dollar et à l'euro et toutes les autres banques centrales font de même et augmentent les taux d'intérêt.

Alors la question qui se pose est que ces effets étaient parfaitement prévisibles, prévus et évidents. Donc la FED le fait sciemment et ne tient en aucun cas compte des dégâts collatéraux... dont on peut se demander s'ils ne sont pas souhaités...

Ce qui est sûr c'est que ce mouvement quasi mondial de montée des taux dans les pays émergents pourrait aussi se retourner en effet boomerang sur le dollar et l'euro... Bref, je ne sais pas ce que la banque centrale a derrière la tête, mais ce qui est certain c'est qu'il ne s'agit que de l'intérêt des banques américaines.

Charles SANNAT [Lire l'article complet du Point ici](#)

Tout va bien, EDF emprunte plus de 2 milliards à 100 ans sur les marchés !!

C'est un article des *Échos* qui nous apprend qu'EDF a emprunté 1,35 milliard de sterling à 100 ans soit environ 2 milliards d'euros.

C'est la première obligation à 100 ans réalisée en sterling milliards d'euros à un taux de 6 % !! Si cela peut sembler une excellente idée pour EDF que de stabiliser son endettement et de l'étaler sur un siècle, je dois avouer que je ne vois pas trop l'intérêt de prêter à une entreprise sur un horizon de temps aussi

long pour un rendement aussi faible...

Enfin, dans ce monde de fou, plus rien ne m'étonne... ou presque !!

Charles SANNAT [Lire l'article complet des Échos ici](#)

Un « évangéliste du bitcoin » arrêté pour blanchiment

Un article de *La Tribune* nous apprend que « Charlie Shrem, le vice-président de la Fondation Bitcoin et PDG de BitInstant, une Bourse du bitcoin, a été arrêté par la police fédérale à l'aéroport international de New York, alors qu'il revenait d'Amsterdam. L'entrepreneur de 24 ans, qui se définissait lui-même comme un « évangéliste du bitcoin », est accusé de conspiration pour blanchiment d'argent. L'affaire impliquerait un montant de bitcoin équivalent à 1 million de dollars, émis à partir d'une plateforme d'échanges électronique clandestine, a indiqué le bureau du procureur de New York. Un autre homme, Robert Faiella, qui intervenait sur la plateforme illégale de vente en ligne de stupéfiant Silk Road sous le pseudonyme de BTCKing, a également été arrêté ».

Le cours du bitcoin, toujours aussi volatil, se situe aux alentours des 950 dollars ! Je reste persuadé que cette monnaie ne vaut pas grand-chose en terme monétaire car elle ne dispose pas des attributs d'une monnaie à savoir qu'une monnaie doit-être :

- 1/ un instrument comptable ;
- 2/ un instrument d'échanges commerciaux ;
- 3/ un instrument de conservation de valeur.

Par son côté virtuel et donc « inexistant », le bitcoin n'est pas à l'abri d'aléas techniques contrairement à l'or par exemple ou même à une liasse de billets verts. Par sa volatilité, le bitcoin ne peut pas être une véritable monnaie d'échange si ce n'est pour acheter un billet pour la planète Mars. Enfin, on n'exprime pas encore les bilans des entreprises en bitcoins...

Enfin, jamais les autorités monétaires ne laisseront faire une monnaie alternative. Jamais, car qui contrôle la monnaie contrôle le véritable pouvoir. À bon entendeur...

Charles SANNAT [Lire l'article entier de La Tribune ici](#)

[Après le fils Le Drian, la fille Peillon \(blague du jour\)](#)

Ce qui est bien avec nos copains du PS, c'est qu'ils jouent au jeu des 7 familles, et le but du jeu c'est de caser chaque membre de chaque famille à un bon poste. Après le fils Le Drian, c'est la fille Peillon qui vient d'être nommée à l'ambassade de France en Israël.

Franchement, c'est bien le socialisme exemplaire... l'égalité des chances et tout le tralala. On nous prend vraiment pour des imbéciles.

D'un autre côté, c'est peut-être bon signe. Il est possible qu'avant de tous se faire virer ils cherchent à placer les proches tant qu'ils le peuvent, le bon côté serait qu'ils soient tous virés !!

Charles SANNAT [Lire un article de 20 minutes ici](#)

[Pays émergents : "Le feu orange clignote"](#)

Le Point.fr (avec AFP) - Publié le 30/01/2014

Les turbulences financières sur les pays émergents se sont poursuivies mercredi malgré la contre-attaque de plusieurs banques centrales et pourraient même s'aggraver [avec la décision de la Réserve fédérale américaine de resserrer davantage sa politique monétaire](#). À l'issue d'une réunion de deux jours, la Fed a décidé de continuer à réduire la voilure sur son soutien à l'économie américaine en limitant ses injections de liquidités, au risque d'accélérer les mouvements de capitaux qui déstabilisent le globe.

Au printemps, les investisseurs s'étaient massivement désengagés des pays émergents où ils avaient investi pour obtenir des rendements plus élevés et absorber les excès de liquidités injectées par la Fed. Ces reflux de capitaux désordonnés ont nourri une forte volatilité qui a fait chuter les monnaies brésilienne et indienne, puis sud-africaine et turque. Mise au banc des accusés, la Fed n'en a toutefois fait aucune mention dans son communiqué mercredi. Ces turbulences "semblent avoir échappé à l'attention de la Fed", a ironisé Chris Low, analyste chez Capital Market. Son collègue Omer Esiner, de Comfex, y voit surtout le signe que la Réserve fédérale ne craint pas de "contagion" sur l'économie des pays riches.

Armes monétaires lourdes

[Sans attendre la décision de la Fed, les banques centrales des pays émergents](#)

étaient passées à l'action afin d'enrayer la dégringolade des monnaies et la fuite des capitaux. Mais leur contre-attaque n'a rencontré qu'un succès limité. À l'issue d'une réunion d'urgence, la banque centrale turque a annoncé mardi soir, contre l'avis du gouvernement, une très forte augmentation de ses principaux taux directeurs (de 4,4 à 10 % pour son taux hebdomadaire) pour retenir les capitaux étrangers et freiner la chute continue de la livre face au dollar et à l'euro. Une "gigantesque et audacieuse hausse de taux", comme l'a observé Anita Paluch, analyste chez Varengold, qui "a permis de calmer un peu les inquiétudes et diminué la demande pour les actifs jugés les plus sûrs", comme le dollar et le yen.

La banque centrale d'Afrique du Sud a agi à son tour mercredi, en relevant ses taux d'intérêt - dans des proportions moindres, puisque son taux de base est passé de 5 à 5,5 %. Avec ces décisions, la Turquie et l'Afrique du Sud ont emboîté le pas à l'Argentine, à l'Inde ou encore à la Russie, qui ont ces derniers jours sorti les armes monétaires lourdes (contrôles sur l'achat de devises, hausses de taux ou injections de liquidités...).

Le répit n'aura toutefois été que de courte durée. La livre turque a effacé à la mi-journée la totalité du rebond provoqué par la hausse des taux avant de se reprendre légèrement tandis que le rouble touchait son plus bas historique face à l'euro. Le rand a lui aussi plongé à la mi-journée face au dollar. "Il est peu probable que ces actions aient un impact à long terme", car elles ne s'attaquent pas aux problèmes fondamentaux qui pénalisent leurs économies, a prévenu Kathleen Brooks, analyste chez Forex.com.

Une nouvelle phase plus inquiétante

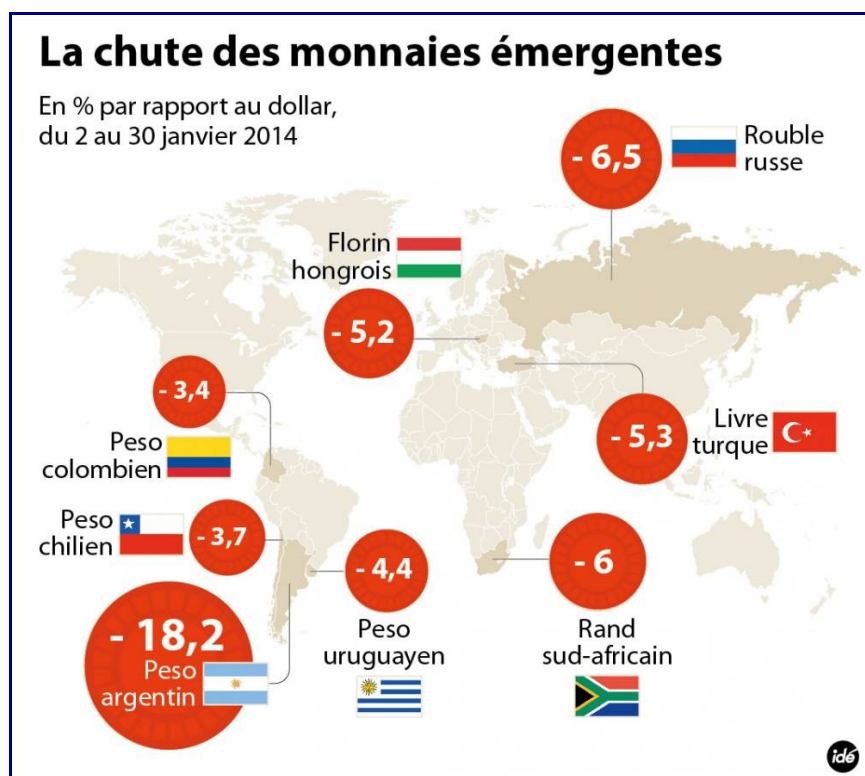
Beaucoup de ces pays restent dans l'ensemble plombés par un cocktail alliant déficits de leurs comptes courants et difficultés à se financer. Certains, comme la Turquie, affectée par un scandale de corruption, ou l'Ukraine, en proie à des manifestations de masse, sont en outre plombés par une instabilité politique et sociale qui risque de rebuter davantage les investisseurs. "Le fait que les monnaies aient continué de faiblir, y compris dans les pays qui ont commencé à remonter leurs taux d'intérêt, ouvre une nouvelle phase potentiellement plus inquiétante des tensions sur les marchés financiers", estiment les experts de Capital Economics.

Tentant de calmer le jeu, le Fonds monétaire international a récusé mardi tout

mouvement de "panique" tout en appelant fermement les pays à lutter contre l'inflation. Le représentant brésilien au FMI, Paulo Nogueira Batista, s'est montré plus pressant, assurant que le "feu orange était en train de clignoter". Mais il a toutefois relevé un point positif pour les émergents : la chute de leur monnaie pourrait "améliorer" la compétitivité de leurs exportations, a-t-il déclaré à l'agence Dow Jones Newswires.

Sur le même sujet, lire notre analyse "Les pays émergents à nouveau dans la tourmente"

INFOGRAPHIE la chute des monnaies émergentes :



Grèce : LE FIL DU RASOIR

1 février 2014 par François Leclerc

Le Premier ministre grec et les membres de la Troïka sont sur le fil du rasoir. La situation financière du pays est des plus tendues, avec une échéance de remboursement de 11 milliards d'euros d'obligations arrivant à échéance fin mai prochain et un déficit de trésorerie estimé entre 5 et 6 milliards d'euros. Le FMI est en retard sur ces versements, les conditions qu'il a posées n'étant pas remplies. Afin d'y remédier, il demanderait aux gouvernements européens de s'engager à combler les besoins de financement grec des 12

mois à venir, une fois ceux-ci clairement établis, le temps de voir venir.

C'est dans ce contexte que [le Wall Street Journal fait état](#) d'une réunion qui s'est tenue secrètement à Bruxelles lundi dernier, au cours de laquelle rien n'aurait été décidé, à laquelle auraient participé des représentants du FMI, de la Commission et de la BCE, ainsi que les ministres des finances allemand et français, à l'exclusion du ministre grec pourtant présent dans le même immeuble. Comment à la fois obtenir du premier ministre Samaras qu'il prenne les mesures exigées – dont il est fait une question de principe – tout en le ménageant, car il est la dernière carte disponible ? Après avoir multiplié sans succès les missions à Athènes, la Troïka se prépare à y retourner. Avec comme mission de faire de la Grèce un exemple en obtenant d'elle une capitulation.

Parmi les mesures dont la Troïka exige l'adoption figure l'autorisation de vente des médicaments en dehors des pharmacies ainsi qu'une modification de la législation du travail qui permette des licenciements massifs ! Rien ne doit résister aux quatre volontés de la Troïka, dont on rechercherait en vain qui lui a donné mandat d'imposer à la Grèce des mesures aussi grossièrement réactionnaires. Dans l'hypothèse où le Parlement sera appelé à se prononcer, il faudra trouver une majorité pour les voter, Antonis Samaras ne disposant plus que de 3 voix de majorité.

Syriza pourrait sortir vainqueur des prochaines élections européennes et municipale, devançant Nouvelle Démocratie et le Pasok s'écroulant d'après les sondages. La perspective d'élections législatives anticipées en sortirait fortement renforcée, pouvant le conduire au gouvernement... La donne serait alors changée.

[Edward Snowden : VERS UN ASILE AU BRÉSIL ?](#)

2 février 2014 par François Leclerc

Les ONG de défense de l'environnement ont appelé le 31 janvier dernier les États-Unis à publiquement renoncer à utiliser des « tactiques sournoises » en faisant référence à l'espionnage des délégations du Sommet sur le climat de Copenhague de 2009, tel qu'il a été précédemment révélé. Les conférences internationales vont désormais se dérouler dans un drôle de climat !

Les rencontres entre les autorités américaines et celles des deux pays les plus

en pointe contre les agissements de la NSA – l'Allemagne et le Brésil – se poursuivent sans qu'il n'en sorte rien de concret. Le secrétaire d'État américain John Kerry a reconnu que les relations américano-allemandes traversent « une période houleuse », s'engageant à « essayer de tourner la page d'une manière appropriée »... Luis Alberto Figueredo, le ministre brésilien des affaires étrangères, a rencontré à Washington Susan Rice, conseillère à la sécurité nationale, mais l'on n'en sait pas plus.

Plus d'un million de personnes ont déjà signé [la pétition](#) lancée sur le site Avaaz demandant que le Brésil, où réside le journaliste Glenn Greenwald, offre l'asile à Edward Snowden. Le groupe des Verts du Parlement européen l'a proposé au Comité Nobel afin qu'il reçoive le prix Nobel de la paix au titre de sa contribution « à la protection de nos droits universels, dont le droit à la vie privée et la liberté d'expression ».

Les dernières révélations en date proviennent du Canada, où la chaîne CBC a dévoilé que les mouvements des passagers des aéroports canadiens sont suivies par le service de renseignement d'origine électromagnétique (CSTC) du pays, qui se connecte aux systèmes Wi-Fi de leurs équipements, téléphones, palettes et ordinateurs portables. Ce programme aurait été mis en place en coopération avec la NSA et permettrait de pister ensuite les personnes au gré de leurs connexions Wi-Fi dans les lieux publics mettant à disposition de telles connexions.

Il en ressort qu'il n'y a pas de limites à la traçabilité, dès lors que sont utilisés ces équipements de télécommunication et informatiques, des cartes de paiement ou de crédit, des péages et des portes à serrures reliés à un réseau informatique, etc... L'ère des objets connectés destinées à la vie quotidienne qui a été annoncée au [salon de Las Vegas du 6 au 9 janvier dernier](#) en sort éclairé tout autrement ! D'autant que se refuser demain à les utiliser fera de ceux qui adoptent cette attitude des suspects de premier choix.

[La baisse est-elle partie pour durer ?](#)

[01 fév 2014 | Françoise Garteiser](#)

▪ Je me demande s'il n'y a pas une corrélation inverse entre les marchés actions et ma ligne de métro : à chaque voyage sans incident, les cours baissent — et inversement.

Autant vous dire qu'on peut compter sur les doigts d'une seule main les fois

où votre correspondante est arrivée à l'heure depuis le début de l'année. Mais... il se pourrait que les choses changent en 2014 (et que je retrouve enfin "la politesse des rois").

Comme le disait Philippe Béchade dans son *Pitbull*, "cela commence à sentir le roussi" sur les marchés. Les séances de baisse se multiplient... notamment suite à des bruits inquiétants [en provenance d'Argentine](#) et des pays émergents.

"De précédentes crises majeures ont trouvé leur source dans les pays dits 'périphériques'", rappelle Philippe. "[Elles] combinaient surinvestissement, déficits primaires, budgétaires et, facteur aggravant, instabilité sociale. Or quand la dérive dégénère soudain en crise, il est trop tard pour résoudre les problèmes par quelques mesures d'ajustement : même les remèdes de cheval ne fonctionnent plus".

Que se passe-t-il exactement ?

▪ Cécile Chevré nous livrait [quelques explications](#) dans [La Quotidienne d'Agora](#) :

"Avec sa politique de taux zéro et de *quantitative easing*, la Fed a permis aux marchés et aux investisseurs de s'approvisionner très facilement en liquidités à bas coût. Mais la conséquence a été la baisse des rendements d'actifs comme les obligations souveraines américaines (un des investissements préférés de pas mal d'intervenants). A la quête de rendement, ces liquidités ce sont donc tournées vers des actifs et des pays qui en offraient de meilleurs — dont les pays émergents".

"En parallèle, les pays émergents ont été encouragés à s'endetter (en dollar) alors que l'accès à la liquidité était de plus en plus facile", continue Cécile.

"Puis en mai dernier, Ben Bernanke évoque la possibilité d'un ralentissement du QE. Les rendements des bons du Trésor sont alors repartis à la hausse et les liquidités ont commencé à refluer des émergents vers les obligations et les actions américaines".

"Dans le même temps, les devises émergentes ont baissé face au dollar et l'endettement libellé en billet vert est devenu de moins en moins supportable pour les pays émergents. Or l'affaiblissement de ces monnaies est un véritable danger pour les économies émergentes, en lutte presque perpétuelle contre l'inflation. Celle-ci, en décourageant la consommation, ronge la

croissance et c'est un phénomène auquel sont confrontés la plupart des pays émergents".

"Aujourd'hui, de nouveau, les devises émergentes décrochent face au dollar. Le rouble est à son plus bas niveau face au billet vert depuis 2009, le peso argentin a perdu 13,7% jeudi dernier, et la livre turque n'en finit plus de décrocher. Les commentateurs ont fait des gorges chaudes de l'imprévoyance des banques centrales des pays émergents, de leur manque de réserves de change ou encore de leur gestion hasardeuse de l'inflation".

▪ Les marchés ont donc accusé quelques belles chutes ces derniers jours... mais une fois encore, les *permabulls* sont arrivés à la rescousse. Les marchés émergents ? Peuh, qui s'en soucie ! Ce ne sont que des trous perdus qui ne présentent aucune menace, voyons.

Philippe Béchade reprend : "on nous refait le coup du cas particulier, du problème périphérique, de la crise circonscrite aux frontières du pays et qui ne saurait contaminer l'ensemble du système financier international... Comme pour les *subprime* en 2007, quoi !"

"Tout cela devrait être rapidement digéré, les indices vont repartir de l'avant. Il y a eu un gros raté mercredi (le CAC 40 a reperdu 3% en ligne droite depuis les 4 245 points) mais bien évidemment, 'ce n'est qu'un accident de parcours' et on ne va tout de même pas terminer le mois de janvier sur une perte de 4% à 5%... Ah non ! Pas une année où Wall Street doit afficher 10% à 12% de performance !"

Ladite performance risque d'être plus difficile à engranger que prévu. D'autant que, loins des émergents, la Fed continue son *taper* ; dans la quasi-indifférence générale, certes... mais méfiance. Privés de leur drogue, les marchés pourraient avoir des réactions imprévisibles.

Quant à moi... je me demande si je ne vais pas préférer le bus, dorénavant.